

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2013

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

La confiance se maintient à un bas niveau

Le quatrième trimestre est marqué par une nouvelle détérioration de l'activité économique. L'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie à un rythme moins soutenu que les trimestres précédents (-0,4 point), mais demeure bien en deçà de sa moyenne de longue période (-18,2 points).

Cette situation s'explique essentiellement par l'appréciation défavorable portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé. Toutefois, les anticipations moins négatives sur le trimestre à venir, notamment sur la trésorerie et les investissements, atténuent la baisse de l'ICA.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'I'EOM

L'évolution de la plupart des indicateurs macroéconomiques reste mitigée. Le marché du travail connaît quelques modestes signes d'amélioration, sous l'effet d'une reprise de l'offre d'emploi. L'investissement des entreprises est pénalisé par un climat d'attentisme, à l'approche de la période électorale. La consommation des ménages demeure timorée, malgré une hausse des prix très modérée.

L'activité économique se contracte dans la plupart des secteurs. Le secteur de la mine et de la métallurgie est particulièrement touché ce trimestre, par l'arrêt de l'usine du Sud et un cours du nickel très pénalisant pour les comptes d'exploitation des opérateurs. L'activité du tourisme de séjour ressort en repli, malgré le début de la haute saison alors que le tourisme de croisière poursuit son essor. L'activité du secteur du BTP reste dégradée, dans l'attente d'une reprise des appels d'offre dans la construction de logements.

STABILISATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

La Chine affiche une croissance de 7,7 % sur un an au quatrième trimestre, marquant un léger ralentissement par rapport au trimestre précédent. Sur l'année 2013, le PIB chinois s'établit également à 7,7 %, dépassant ainsi l'objectif fixé par le gouvernement de 7,5 %. Le PIB a été soutenu notamment par la consommation interne et la croissance continue du secteur des services.

Au quatrième trimestre, la croissance du PIB japonais se stabilise (+0,3 %, après +0,3 % au trimestre précédent). La croissance atteint ainsi 1,6 % en 2013, après +1,4 % en 2012 et -0,5 % en 2011. La consommation des ménages qui a soutenu la croissance en début d'année, s'affaiblit au dernier trimestre, alors qu'une hausse de 3 points de la taxe sur la consommation est programmée pour avril 2014.

En Australie, les prix progressent de 2,7 % sur un an à fin décembre 2013 (après +2,2 % à fin septembre). Cette augmentation a été tirée notamment par les prix des fruits et légumes et des services liés au tourisme. Parallèlement, le taux de chômage se stabilise à 5,8 % de la population active sur le trimestre, mais reste en hausse sur un an (+0,4 point). La banque centrale australienne (RBA) a décidé le 5 février de laisser inchangé son taux directeur à 2,5 %.

En Nouvelle-Zélande, les prix demeurent stables, (+0,1 %) sur le trimestre. Cette augmentation, portée principalement par les prix des tarifs aériens internationaux et des services au logement, est partiellement compensée par la baisse des prix des légumes et de l'essence. Sur un an, l'indice des prix croît de 1,6 %, contre +1,4 % au troisième trimestre. La banque centrale de la Nouvelle-Zélande a décidé, le 30 janvier 2014, de maintenir inchangé son taux directeur, à 2,5 %.

Hausse modérée des prix à la consommation

Au quatrième trimestre, l'indice des prix à la consommation progresse de 0,5 %, après -0,8 % au trimestre précédent. Tous les postes contribuent à cette augmentation.

Les prix des services augmentent de 0,6 %, sous l'effet du renchérissement des tarifs des transports aériens internationaux dans la période des vacances de fin d'année. Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés enregistrent une hausse identique, à +0,6 %. Les prix de l'énergie (+0,2 %) modèrent la progression de l'indice.

Sur un an, les prix progressent de 0,7 %, portés essentiellement par les services et les produits alimentaires. A l'inverse, les prix de l'énergie se contractent de 2 %, en lien avec la faible évolution des prix des hydrocarbures.

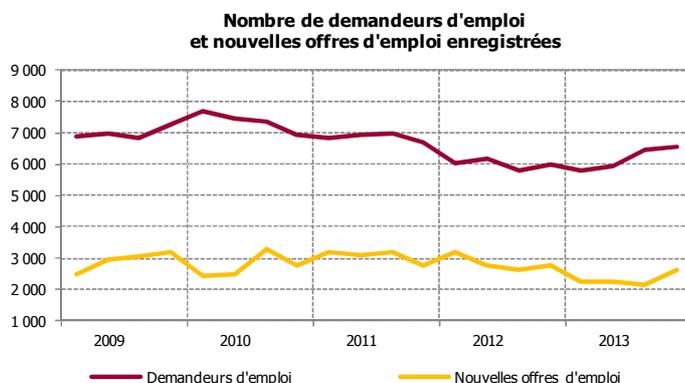


Source : ISEE

Légère amélioration du marché du travail

En fin d'année, le marché du travail est mieux orienté qu'au trimestre précédent. La progression du nombre de demandeurs d'emploi (CVS) décélère au quatrième trimestre (+1,9 %, après +8,9 %), alors que l'offre d'emploi se redresse (+21,0 % après -2,9 %, CVS), notamment dans les secteurs de la construction et du tourisme.

Sur un an, l'offre d'emploi se replie (-4,6 %), face à un nombre de demandeurs d'emploi croissant (+10,1 %). Cette dernière évolution est portée par la Province Sud, qui comptabilise les trois quarts des demandeurs d'emplois du territoire.



Sources : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

Manque de dynamisme de la consommation des ménages

La consommation des ménages reste globalement atone. Les professionnels du secteur du commerce déplorent, dans leur ensemble, une nouvelle dégradation de leur activité en lien avec une frilosité accrue des ménages.

Les indicateurs de consommation présentent des évolutions contrastées. Les importations de biens de consommation courante se maintiennent au même niveau qu'au troisième trimestre (-0,4 %, CVS), alors que les importations de biens d'équipement s'inscrivent en hausse de 4,7 %. En revanche, les importations d'articles d'habillement et chaussures chutent de 7,9 %.



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Au final, la consommation ressort soutenue essentiellement par les produits alimentaires, boissons et tabac dont les importations progressent de 10,5 % (CVS) sur le trimestre.

Parallèlement, l'encours des crédits à la consommation se replie légèrement (-0,2 % sur le trimestre, +0,3 % sur un an) en lien avec un marché automobile déprimé.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont relativement stables sur le trimestre. Le nombre de personnes interdites bancaires stagne pour le deuxième trimestre consécutif (+0,2 %), tandis que les incidents de paiement sur chèque augmentent légèrement de 0,9 %. Parallèlement, les retraits de cartes bancaires diminuent de 11,9 %.

Incertitude sur l'investissement

L'investissement pâtit du climat d'attente des agents économiques mais montre quelques points d'améliorations. Les importations de biens d'équipement enregistrent une augmentation trimestrielle de 8,2 % (CVS) mais à l'inverse, les immatriculations de voitures utilitaires se replient nettement de -19,1 % (CVS).

Selon l'enquête de conjoncture, les intentions d'investir à un an sont moins dégradées que les trimestres précédents notamment dans le BTP, la mine et la métallurgie.

L'encours des crédits à l'investissement des entreprises connaît une légère reprise, progressant de +1,8 % au quatrième trimestre (après +0,8 % le trimestre précédent). Parallèlement le marché immobilier a perdu de son dynamisme, avec un encours des crédits à l'habitat qui reste stable ce trimestre (contre +4,1 % un an auparavant).

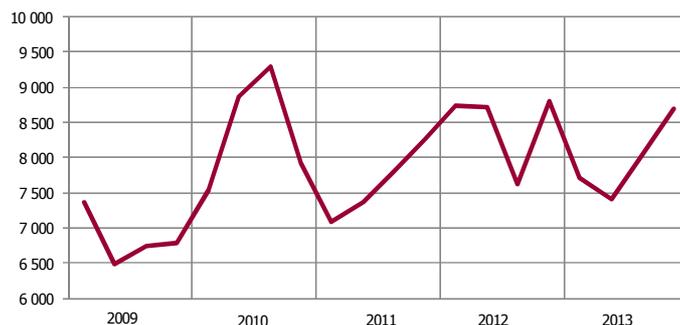
Détérioration du solde commercial

Les importations progressent moins vite qu'au troisième trimestre (+2,9 %, après +4,6 %), en lien principalement avec la décélération des importations de produits minéraux (+4,1 %, après +6,3 %).

Les exportations, reculent à nouveau de 7,1 %, sous l'effet de la baisse des exportations de produits métallurgiques.

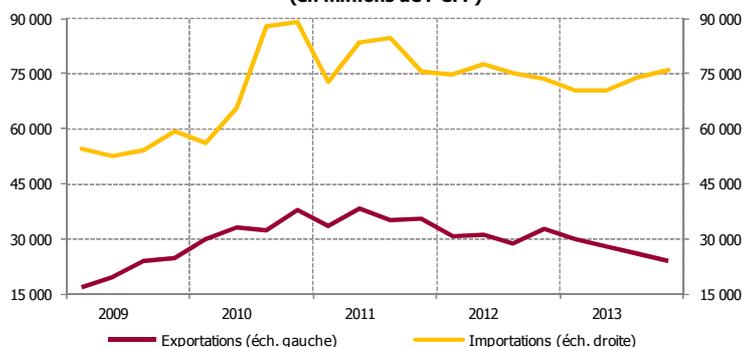
Au final, le solde de la balance commerciale s'établit à -52 milliards de F CFP, affichant ainsi un déficit d'environ 4 milliards de plus qu'au trimestre précédent.

Importations de biens d'équipement
(millions de F CFP)



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Echanges commerciaux
(en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

UNE ACTIVITÉ EN BERNE DANS L'ENSEMBLE DES SECTEURS

L'activité dans le secteur de **l'agriculture, de la pêche et de l'élevage** est jugée négativement par les professionnels du secteur. La filière de l'élevage enregistre un repli des abattages de bovins (-4,3 %, après +5,8 % CVS). L'aquaculture affiche une hausse modeste des exportations de crevettes (+1,9 %) alors que les exportations de poissons reprennent de la vigueur (+9,4 % après -11,3 %, CVS).

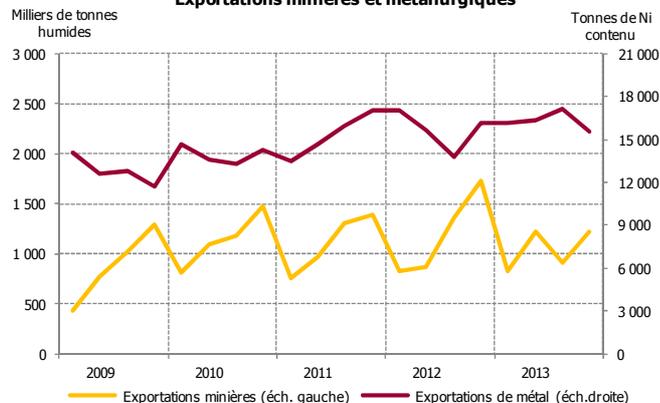
Le secteur **des mines et de la métallurgie** connaît une dégradation globale de son activité pénalisée par l'arrêt temporaire de l'usine du Sud à mi-novembre et la faiblesse des cours.

La production métallurgique (-23,6 %) est impactée par le recul marqué (-75,2 %) de la production de l'usine du Sud (nickel hydroxide cake et oxyde de nickel). À l'inverse, la production minière reste favorablement orientée (+7,6 %), soutenue par les latérites (+7,4 %) et les saprolites (+7,7 %).

Dans un contexte de faiblesse des cours, les exportations métallurgiques sont ainsi doublement pénalisées ce trimestre reculant de 9,3 % en volume et de 18,8 % en valeur. Ces baisses sensibles s'expliquent principalement par celles de mattes, de NHC et NiO qui sont compensées en partie par la progression des exportations de ferronickels (+35,4 % en volume et +21,0 % en valeur). Parallèlement les exportations de minerais sont en hausse de 33,7 % en volume et 19,0 % en valeur.

Les conditions du marché du nickel sont devenues difficiles en raison d'une surproduction des fontes au nickel chinoise, qui représente désormais le quart de l'offre mondiale. Les stocks mondiaux de nickel continuent d'augmenter à un rythme très élevé (+17,4 % sur le trimestre et +84,4 % sur un an), accentuant le déséquilibre du marché.

Exportations minières et métallurgiques



Source : DIMENC

Au quatrième trimestre, le cours moyen du nickel se stabilise à son plus bas niveau de l'année à 6,3 USD/lb (soit -18,0 % sur un an). Ce niveau de cours devient très pénalisant pour les comptes d'exploitation des opérateurs.

Dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics**, l'activité reste dégradée et les charges d'exploitation continuent d'augmenter.

La trésorerie des entreprises est pénalisée par la détérioration des délais de paiement. Les perspectives d'activité pour le prochain trimestre restent mitigées, en raison de la reprise encore très progressive des appels d'offres.

Malgré le début de la haute saison, l'activité dans le secteur de **l'hôtellerie et du tourisme** est jugée à nouveau en baisse par les professionnels.

Le nombre de touristes de séjour s'affiche en recul de 2,4 % (CVS) sur le trimestre, et de -6,6 % sur un an. Ce mouvement baissier de la fréquentation touristique s'explique par le repli enregistré sur les marchés émetteurs japonais (-2,0 %) et néo-zélandais (-6,2 %), tandis que les marchés australiens et métropolitains sont bien orientés (+5,1 % et +0,4 % respectivement).

A l'inverse, le nombre de croisiéristes est en forte augmentation (+26,0 %, CVS).

Solde d'opinion relatif à l'activité du BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Nombre de touristes



Sources : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE TOUJOURS FRAGILE

La croissance mondiale se renforce au cours du deuxième semestre 2013, le Fonds monétaire international (FMI) révisant à la hausse sa projection sur l'année à 3 %. Le rebond des exportations est le principal moteur de la reprise dans les pays émergents alors que, dans les économies avancées, l'accélération de la croissance est due essentiellement à l'augmentation des stocks. Cependant, en dépit de ce début d'éclaircie, la situation de l'économie mondiale n'est pas exempte de fragilités ni de risques, en raison notamment de la sous-utilisation des capacités de production dans les pays avancés et de la faiblesse de la demande intérieure dans les pays émergents. La croissance mondiale devrait s'accélérer légèrement en 2014 et atteindre 3,7 % selon le FMI.

Selon une première estimation, l'économie américaine croîtrait de 0,8 % au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2013, la croissance atteint 1,9 %, soit un rythme plus faible qu'en 2012 (+2,8 %). L'activité est tirée principalement par la consommation des ménages, qui contribue pour 2,3 points à la croissance et, dans une moindre mesure, par le commerce extérieur, grâce à une progression plus rapide des exportations que celle des importations. Sur la même période, le PIB américain ralentit du fait du recul des dépenses fédérales (-12,6 %).

Au quatrième trimestre, le PIB de la zone euro croît de 0,3 % (après +0,1 % au trimestre précédent). Il s'agit du meilleur chiffre depuis le deuxième trimestre 2011. Sur l'ensemble de l'année, le PIB se contracte néanmoins de 0,4 %. La reprise modérée en fin d'année s'appuie en grande partie sur les exportations, notamment allemandes, tandis que la consommation privée est atone. Le FMI table sur une croissance moyenne de 1 % pour la zone euro en 2014.

Stable au troisième trimestre, le PIB de la France progresse de 0,3 % au quatrième trimestre, la croissance s'inscrivant à 0,3 % en 2013. Le PIB retrouve ainsi son niveau d'avant la crise de 2008. Cette hausse est imputable notamment à la consommation des ménages, au commerce extérieur et aux investissements qui rebondissent après sept trimestres consécutifs de baisse (+0,6 % après -0,3 %).

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement atteindrait 4,7 % en 2013. La croissance chinoise rebondit au second semestre grâce à l'accélération de l'investissement. Parallèlement, elle suit le même mouvement en Inde, en raison notamment d'une plus forte progression des exportations. Toutefois, les retraits de capitaux et la volatilité des changes pourraient s'accroître dans certains pays émergents en 2014.

Les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales du G20, réunis à Sydney les 22 et 23 février, ont convenu de « développer des politiques ambitieuses mais réalistes » dans un but d'accroissement collectif de la croissance et ce afin d'accélérer la sortie de crise. Les banques centrales « maintiennent leur engagement que les décisions de politique monétaire continueront à être soigneusement calibrées et clairement communiquées, dans le cadre de l'échange continu d'informations et en étant conscients de leurs impacts sur l'économie mondiale. »

Sources : FMI, INSEE, Eurostat, U.S. Department of Commerce, G20

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : C. APANON – Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : 3 mars 2014 – Dépôt légal : mars 2014 – ISSN 1968-6277